

Éléments de sociologie de la guerre

Par Jean Baechler

Science et sociologie de la guerre

La sociologie est une des trois contributions indispensables à une science de la guerre qui mériterait ce titre, les deux autres étant la philosophie et l'histoire. Ces trois disciplines paraissent, en effet, devoir être conjointes, pour que tout objet du règne humain, qu'il soit politique, économique, religieux, technique, éthique, pédagogique, morphologique ou autre, puisse être soumis aux opérations successives de la méthode scientifique, des théories hypothético-déductives, des expérimentations, des explorations par des communautés de pairs et des explications finales. Le point de vue philosophique est celui de l'analyse conceptuelle et de la justification épistémologique, concentré sur deux questions liées : “de quoi est-il question, quand l'on parle de X, en l'occurrence de la guerre?” et “comment convient-il de s'y prendre cognitivement, pour trouver des réponses justes aux questions soulevées à propos de cet objet X, qui se trouve être la guerre, en vertu d'un choix libre?”. Le point de vue de l'histoire est celui des cas et des occurrences de l'objet dans la matière historique. L'entendement ne s'y attache plus à ‘la’ guerre, mais à ‘une’ guerre, une démarche qui implique la réunion et l'élaboration de la documentation disponible. Dans ce cadre scientifique, l'histoire n'est récit que de manière adjacente et contingente, car l'histoire scientifique de la guerre n'est pas son roman, qui prétendrait la faire revivre ‘comme si l'on y était’, mais son explication ultime: les cas historiques servent d'expérimentation pour tester les théories, qui, si elles sont vérifiées, expliquent pourquoi les cas sont comme nous constatons qu'ils sont. Un troisième point de vue est indispensable, qui, prenant appui sur les deux précédents, n'envisage pas ‘la’ ni ‘une’ guerre, mais ‘les’ ou ‘des’ guerres, à des fins de repérage et de pesée des facteurs pertinents pour expliquer les histoires advenues.

Il apparaît que les trois points de vue sont également indispensables, car, sans la philosophie, on ne sait pas de quoi l'on parle; sans l'histoire, il n'y a rien de quoi l'on pourrait parler; et, sans la sociologie, il n'y a rien dont on pourrait parler en l'expliquant. Il est assuré que les trois démarches se soutiennent incessamment l'une l'autre et que chacune bénéficie en permanence des avancées des deux autres. Il en va ainsi dans le mouvement vécu de l'activité scientifique, mais la logique impose de concéder à la philosophie une priorité, car il faut bien commencer par décider de quoi l'on parle, avant de prétendre en dire quelque chose. La philosophie débute avec une mise en garde essentielle, qui est de distinguer avec rigueur entre deux sens possibles de l'expression de ‘science de la guerre’. Elle peut désigner l'ambition de conduire la guerre de la manière la plus rationnelle possible, de façon à en maximiser l'efficacité. Si l'ambition se veut effectivement scientifique, elle est vouée à l'échec, car il n'y a pas de science de l'action, du fait qu'elle est placée sous la contrainte de l'incertitude ontologique des circonstances et des

conséquences. La seule acception légitime de l'expression est la seconde, qui désigne l'application du mode du connaître appelé 'science' à un objet distinct du règne humain. La distinction a une validité générale, qui impose de ne pas confondre la science des faits économiques et la gestion des problèmes de rareté par les agents économiques, ni la science des religions avec les pratiques religieuses des croyants, ni la science des pratiques pédagogiques dans les différentes sociétés avec une illusoire reprogrammation scientifique des générations successives. La science de la guerre est celle des faits de guerre dans l'aventure humaine et non pas celle des opérations à monter et à conduire. Les faits sont de la compétence du chercheur philosophe, historien et sociologue, alors que les opérations incombent aux politiques et aux militaires. Sans doute, ceux-ci peuvent bénéficier des enseignements de ceux-là, comme les chercheurs peuvent prétendre au statut de conseillers du prince. Mais ces collaborations dans les deux sens ne doivent pas oblitérer la distinction entre les deux activités.

Pour réussir à construire ce que pourrait être le programme et le plan de travail scientifique du chercheur sociologue de la guerre, il faut que le philosophe commence par lui souffler ce qu'est la guerre. Qu'il me soit permis de résumer en quelques propositions liées ce que pourrait être son argument, quitte à en procurer un développement plus ample en une autre occasion. Pour le philosophe, le lieu conceptuel de la guerre est un problème de survie adressé à l'espèce humaine par sa nature. Nous sommes une espèce grégaire, querelleuse et dépourvue de tout dispositif inné de contrôle de l'expression de la violence, dont il résulte que tout conflit entre humains peut toujours monter aux extrêmes de la lutte à mort. Le problème est de décider comment vivre ensemble sans s'entre-tuer. La solution n'est pas dans la prévention des conflits, car elle est impossible, mais dans leur résolution non violente, que l'on peut convenir d'appeler la paix. On montre qu'elle ne peut être atteinte que par la définition et l'imposition de règles du jeu et en s'efforçant de rendre à chacun le sien, en termes de contrats, de distributions et de punitions, c'est-à-dire par la loi et le droit, que l'on peut décider de nommer la justice. La paix par la justice est la solution du problème. La conclusion fonde deux espaces conceptuellement liés. L'un bénéficie de dispositifs et de procédures, qui réservent des chances à la résolution non violente des conflits. Appelons 'politie' cet espace de pacification tendancielle. Au moins deux *politie*, étant dépourvues des dispositifs et des procédures de la justice, se retrouvent en interaction sur un espace de guerre virtuelle, car tout conflit peut actuellement monter aux extrêmes de la lutte à mort. Appelons 'transpolitie' ce second espace. La guerre est, conceptuellement, un conflit violent entre *politie* sur une *transpolitie*. Le concept de celle-ci inclut deux moments. L'un est défini par le passage de la virtualité à l'actualité de la guerre et repose sur le balancement entre la paix et la guerre. L'autre est occupé par l'actualité de la guerre et par celle-ci comme violence guerrière.

On peut plaider qu'une sociologie de la guerre doit s'attacher à deux problématiques distinctes, celle de la guerre et de la paix entre *politie* sur des *transpolitie*, d'un côté, et, de l'autre, celle des voies et des moyens de l'expression de la violence par les *politie* en guerre. La préoccupation commune à ces deux problématiques sociologiques doit être de

répondre à une question exclusive : “quels facteurs expliquent quoi?”. Elle ne peut trouver de réponses que dans les enseignements tirés de la comparaison entre occurrences historiques de guerres, non pas dans tel ou tel contexte historique, mais en tenant compte de tous les contextes à toutes les époques.

La guerre et la paix

Les questions centrales sont posées par ces deux termes et leur liaison: l'état de paix et ses transcriptions possibles dans les différents contextes ; l'état de guerre et ses transcriptions ; l'alternance ou son absence entre les deux et ses traductions. Pour trouver les réponses les plus pertinentes et les plus instructives, il faut transformer les concepts de *politie* et de *transpolitie* en variables fondamentales, saisir leur variabilité et le faire de manière à ne rien laisser d'important en dehors du champ des possibles ainsi circonscrits. Or, il apparaîtra que, effectivement, ces deux instruments ne suffisent pas à épuiser le réel et qu'il faut recourir, en plus, aux critères de l'homogénéité et de l'hétérogénéité.

La *politie*

Par nature et par définition, elle est intéressée à la guerre et à la paix. On en déduit directement trois régimes possibles, dont la documentation historique et ethnographique vérifie que ce ne sont pas des êtres de raison, à condition de ne pas limiter l'enquête aux phases les plus récentes de l'aventure humaine. Un premier régime paraît échapper à l'épure conceptuelle. Un état est-il concevable de la *politie*, où elle serait privée de l'une de ses deux dimensions, la guerre ou la paix ? Des *polities* sans paix peuvent être imaginées, où la fin du politique ne serait à aucun degré réalisé. Il y régnerait une lutte perpétuelle de tous contre tous, un état que les philosophes modernes ont appelé ‘de nature’. Aucun document ne permet de conférer à l'état de nature un statut autre que celui de fiction heuristique. L'humanité n'a jamais connu cet état, car le vivant n'aurait pas pu – au sens fort de l'impossibilité décidée par la logique ou la rationalité du vivant – mettre au point une espèce grégaire, dont l'inclination à la coopération et à l'entente ne serait pas première. Il est étrange qu'il ait fallu attendre ces dernières années et des expériences en laboratoire, pour rejoindre le bon sens et constater que la méfiance et l'égoïsme sont seconds et ne triomphent qu'une fois la confiance et l'altruisme trompés.

Cette première hypothèse est une impasse, sinon qu'elle permet de poser en postulat que la guerre ne saurait être que seconde par rapport à la paix. Par contre, si des *polities* sans paix sont impossibles, des *polities* sans guerre le sont fort bien. Pour réaliser ce cas de figure, il suffit que les ensembles sociaux, entre lesquels les populations humaines sont distribuées, s'ignorent mutuellement et n'entretiennent aucun rapport. Dans cette situation aucun conflit ne peut éclater, qui dégènerait en lutte violente et en guerre. En termes conceptuels, on aurait des *polities*, mais pas de *transpolitie* et, partant, pas de guerre. Cette hypothèse est vérifiée par les faits dans deux contextes tout à fait différents. Les bandes de prédateurs encore observables au 19^e et au 20^e siècle manifestent un soin attentif à éviter le plus possible les contacts entre elles et, pour ce faire, recourent volontiers à la circonscription de *no man's land*, pour prévenir toute rencontre fortuite et intempestive. Il

est infiniment probable que telle était aussi la situation au Paléolithique, jusqu'à la dernière fonte des glaciers et les débuts de la mutation néolithique. Dans cet état de l'humanité, la guerre n'existe pas. En conséquence, elle doit avoir une date de naissance. De fait, l'archéologie ne trouve aucun indice de guerre chez les chasseurs-cueilleurs et les voit se multiplier avec la production alimentaire et le stockage. La conclusion est d'importance, car elle pose en théorème que la guerre n'est pas un universel humain, mais un phénomène historique datable pour sa naissance. La conviction inverse, si largement répandue, se fonde sur une insuffisance de profondeur historique et sur la confusion fâcheuse entre 'guerre' et 'conflit violent' voire 'agressivité'. On peut être assuré que les Paléolithiques se battaient entre eux et commettaient à l'occasion des meurtres, comme font déjà les chimpanzés, mais une rixe ou un assassinat ne sont pas des guerres. L'autre contexte privé de guerre émerge à la fin de la néolithisation, là où elle a abouti à sa conclusion logique et à la mise en place de gigantesques politiques impériales. Celles-ci s'ignorent entre elles et, se repliant chacune sur elle-même, elles ne se font pas la guerre.

Un deuxième régime concevable consisterait à combiner la politique et la transpolitie pour un même cercle social, de telle sorte que la paix et la guerre alternent au sein de ce même cercle et non pas ou pas seulement entre cercles sociaux clairement distingués. Le régime, loin d'être une fiction, a régi la quasi-totalité des sociétés humaines pendant plusieurs millénaires, et peut encore s'observer aujourd'hui dans certaines survivances, par exemple au Pakistan, en Afghanistan, en Somalie, au Soudan ! Ce cas de figure est, en effet, réalisé par la morphologie tribale lignagère. En schématisant à l'extrême, tout ensemble social actif est distribué en segments, susceptibles de se coaliser entre eux en segments de dimensions supérieures, jusqu'à définir l'ensemble comme ensemble unifié contre l'extérieur. En d'autres termes, la société est distribuée en plusieurs niveaux d'intégration, depuis la famille élargie jusqu'à la confédération de tribus – soit plusieurs centaines de milliers d'individus. Chaque niveau, au-dessus de la famille, n'a de réalité actuelle que pour autant qu'il a la charge de gérer les problèmes, dont les conflits violents, qui se posent entre segments réunis et affrontés à ce niveau. La conséquence, pour la guerre, est qu'elle peut éclater à chacun des quatre ou cinq niveaux d'intégration. Chacun d'eux fait donc office de politique, si la paix doit l'emporter, et de transpolitie, si la guerre gagne provisoirement sur la paix. On peut prédire que les chances de la paix sont d'autant plus grandes que les conflits éclatent et sont gérés plus bas dans les niveaux d'intégration, entre segments plus menus, plus proches et entretenant des relations plus soutenues, alors que celles de la guerre l'emportent dans l'autre sens, jusqu'à prendre la forme d'une hostilité perpétuelle entre ensembles tribaux ou contre les politiques extérieures constituées en royaumes ou en empires. Cette distribution de la guerre entre différents niveaux d'intégration se traduit par une réglementation, une ritualisation et une institutionnalisation croissantes dans le sens des bas niveaux et par une licence grandissante dans l'expression de la violence dans l'autre sens, jusqu'à ce que la guerre devienne sauvage contre l'étranger effectif.

Le troisième et dernier régime est celui qui nous est familier de la politique définie comme niveau exclusif d'intégration, définissant un intérieur destiné à la pacification et un extérieur voué à la guerre. La définition conceptuelle est limpide, mais les réalités sont moins tranchées sur le terrain. On se donne les moyens cognitifs d'inclure tous les cas, en dessinant deux pôles contraires et en les réunissant par un continuum de situations intermédiaires. Un pôle est occupé par des politiques homogènes, isotropes, cohérentes et centripètes, telles qu'on les observe à l'époque moderne et contemporaine dans les politiques-nations européennes, dont il importe de se persuader qu'elles ne sont pas la norme dans les histoires humaines. À l'autre extrême, on trouve le pôle occupé par les empires continentaux, faits de pièces et de morceaux hétérogènes, anisotropes, prompts à la dislocation et centrifuges. Cette structure fragile est induite par le fait que le contrôle exercé par le centre sur la périphérie ne cesse de s'affaiblir de l'un à l'autre, jusqu'à le rendre imperceptible dans les marches, chez les tributaires et dans les zones de dissidence. Ce pôle peut être observé tout au long et sur des millénaires, dans toute la zone sahélienne de la Méditerranée à l'Indus et de l'Asie centrale à l'Océan Indien.

Au-delà de ce partage fondamental entre les trois régimes de la politique, dont seuls les régimes segmentaire et unitaire importent à la sociologie de la guerre, puisque le régime paléolithique l'ignore, on déduit et on vérifie, faits en main, des situations plus particulières. Une politique unitaire peut se diviser jusqu'au point de scission, ce qui rend possible la guerre civile et la distingue des émeutes, des insurrections, des révolutions. La guerre civile est une guerre au sens précis, entre deux politiques virtuelles, même si la dualité ne doit être que transitoire, jusqu'à la victoire d'un des deux camps. On saisit pourquoi les occurrences de guerre civile sont rares. Deux conditions, en effet, doivent être remplies : un partage vertical de la société affectant à la fois les élites et le peuple, d'une part, et, de l'autre, deux armées affrontées. Une situation beaucoup plus courante, historiquement, a été l'évolution, sur des millénaires, du régime segmentaire au régime unitaire, c'est-à-dire la transformation des tribus en principautés, royaumes et empires. L'évolution a été si lente, parce que la structure segmentaire, reposant sur le principe de l'équilibre entre coalitions affrontées, oppose des obstacles presque insurmontables à l'unification politique par la guerre. Un troisième cas de figure a été analysé avec profondeur par Ibn Khaldun. Il est occupé des alternances de paix et de guerre entre politiques unitaires et monde tribal. Le modèle khaldunien de mobilisation tribale de zones désertiques ou montagneuses et d'assaut victorieux contre des principautés urbaines mal défendues par la décadence de leurs dynasties régnautes, propose une explication convaincante des péripéties politiques et militaires dans toute l'Asie antérieure. Une quatrième configuration oppose des politiques constituées à des non-politiques capables d'entreprises violentes imitant la guerre. Le banditisme et la piraterie s'inscrivent dans ce cadre, et encore mieux le terrorisme, quand il n'est pas au service d'une entreprise de subversion interne à une politique, mais se veut assaut venu de l'extérieur contre des politiques ou contre un ordre transpolitique. Le jihadisme actuel balance entre ces deux destinations, sans donner le sentiment de bien faire la distinction et d'en tirer les conclusions stratégiques qu'elle impose. Enfin, un dernier cas de figure particulier peut être observé en Afrique subsaharienne, où la guerre peut éclater à l'intérieur

de, ou entre, polities mal définies et consolidées. Selon les cas et en fonction de situations changeantes, cette dernière configuration est, en fait, composée d'éléments des quatre autres.

La transpolitie

On peut tirer du concept de transpolitie des questionnements sociologiques sur la guerre dans deux directions, celle de la nature même de l'objet et celle du nombre des polities composant une transpolitie. Par nature et par définition, une transpolitie est un espace de contacts pacifiques et/ou guerriers entre au moins deux polities. Quatre situations fondamentales répondent au concept. L'une naît par défaut et en creux. On peut, en effet, formuler l'hypothèse de n polities sans contacts entre elles et retrouver la situation paléolithique des bandes de chasseurs-cueilleurs. Faute de contacts, la transpolitie demeure virtuelle et, en conséquence, la guerre aussi. Par le fait même, la politie maintient également à l'état virtuel sa capacité à agir en unité collective, pour ne retenir que son côté d'espace des interactions sociales. Cette déduction logique est immédiatement vérifiée par la structure morphologique des bandes. Les acteurs sociaux sont des individus – remarquablement individués –, des ménages, composés d'un couple et de deux ou trois enfants, et de hordes réunissant plusieurs ménages de manière plus ou moins lâche. Ces hordes, peut-être une vingtaine, forment une humanité complète, équipée de sa culture propre et dépourvue de tout dispositif de coopération et de mobilisation dans le sens de l'unité d'action. Chaque bande forme une ethnie de définition culturelle et chaque ethnie fonctionne comme un espace de partages, d'échanges et d'explorations portés par ses unités individuelles et collectives d'activité. Cette situation semble ne pas devoir intéresser la sociologie de la guerre, puisqu'elle l'exclut. Pourtant, elle doit être prise en compte par le sociologue et portée à l'attention du polémologue, parce que la démonstration que la guerre n'est pas un universel, mais un phénomène circonstanciel, doit avoir quelques conséquences sur les perceptions et les conceptions.

Elles sont encore renforcées par une deuxième situation, qui répond à la question subséquente: si la guerre a un acte de naissance, pourrait-elle aussi avoir un acte de décès? La réponse est, conceptuellement, positive: il faut et il suffit que l'humanité entière soit réunie en une politie planétaire unique! Elle renverrait la guerre dans la virtualité, dont elle ne ressortirait éventuellement que sous son expression de guerre civile. La conclusion est presque tautologique, mais elle soulève deux questions. La première porte sur la possibilité même d'une politie planétaire unique. Carl Schmitt et, à sa suite, Julien Freund l'ont réputée impossible. Je confesse demeurer imperméable à leur argumentation, car la notion d'une seule politie n'est affectée d'aucune contradiction logique, qui la rendrait impossible. On soupçonne que la position de ces auteurs prend appui sur la considération exclusive du cas historique européen, où les polities se définissent à l'évidence les unes contre les autres sur une transpolitie, si bien qu'il est possible de se laisser gagner par la conviction et l'illusion qu'il ne peut pas y avoir de politie sans transpolitie. Mais les dizaines de millénaires paléolithiques, peuplés de polities et dépourvus de transpolitie, réfute cette position. Si l'on tire du précédent européen l'idée qu'une politie planétaire aurait une

structure, une organisation et des institutions différentes de celles qui ont émergé de l'histoire européenne, le propos est si évident qu'il mérite à peine d'être énoncé. La seconde question est plus décisive, qui porte sur le point de savoir, si la politique planétaire est l'attracteur, au sens des physiciens, de la guerre et de l'histoire politique. Kant le pensait. On est en droit, aujourd'hui, de tenir son intuition pour justifiée par les développements récents et de soutenir, non comme une prédiction, mais comme une hypothèse à considérer, que l'humanité est présentement engagée dans les premières étapes d'un procès d'unification politique ultime. Le sociologue et le polémologue se doivent de l'intégrer à leur recherche, car l'hypothèse retentit sur la perception des phénomènes guerriers actuels.

Les deux situations courantes sont celles définies par la segmentation tribale et par les politiques unitaires. La situation tribale demeure à peu près insaisissable par qui n'est pas armé des concepts conjoints de politique et de transpolitie. En effet, un ensemble tribal fonctionne simultanément comme transpolitie et politique, en inversant en quelque sorte la situation familière aux observateurs européens. L'ensemble tribal, considéré dans son mode de fonctionnement interne, suit la logique transpolitique, puisqu'il repose sur l'opposition, à tous les niveaux d'intégration, de segments opposés. Mais, confronté à un ennemi extérieur à cet ensemble homéostatique, il se transforme mécaniquement en politique transitoirement unifiée et placée couramment sous commandement unique, lui aussi transitoire. Le monde tribal est animé, d'un point de vue guerrier et militaire, par ces transitions de phase réversibles. Elles lui procurent la plus grande souplesse et la plus grande résilience dans les affrontements avec les politiques unitaires. On saisit ainsi la raison profonde de deux constats: la structure tribale est réfractaire durablement à l'unification politique, d'un côté, et, de l'autre, elle oppose aux entreprises impériales une résistance à peu près insurmontable, comme la Chine et Rome en ont fait l'expérience cuisante en leur temps, et l'URSS puis l'OTAN en Afghanistan plus récemment. La quatrième et dernière situation est celle d'une transpolitie composée de politiques unitaires. Elle nous est assez familière pour ne pas exiger plus de précisions. Par contre, il est indispensable de s'imprégner de la vérité que ce n'est la situation normale que pour une part seulement et la plus récente de l'histoire guerrière de l'humanité.

La seconde dimension prend appui sur le nombre des politiques actives sur une même transpolitie. Chaque transpolitie définit un système de jeu, dont la logique est placée dans la dépendance du nombre des politiques. À nouveau, quatre jeux fondamentaux doivent être distingués, qui sont définis *a priori* par une théorie élémentaire des jeux et confirmés *a posteriori* par les expériences historiques. Un premier jeu regroupe deux politiques-joueurs. Appelons-le dipolaire. Il est intrinsèquement instable, car c'est un jeu à somme nulle et du tout ou rien. Que l'objectif de la politique extérieure soit la puissance ou la sécurité, celui qui gagne, emporte tout. Chacun doit soupçonner l'autre d'être conscient de cette évidence et se persuader qu'il saisira la première occasion de l'éliminer. Que les intentions soient bonnes ou mauvaises n'importe pas. Chaque politique est contrainte par la logique du jeu de suivre une stratégie offensive, dont la finalité est l'anéantissement politique de l'autre. Une transpolitie dipolaire est vouée à l'unification politique par la guerre. Les jeux à trois ou

quatre sont assimilables à la dipolarité par l'entremise de coalitions de deux contre deux et de deux ou trois contre un. Ces jeux dominent l'histoire néolithique tardive, à partir du III^e millénaire et procurent l'explication la plus convaincante des impérialisations.

Un deuxième jeu est tout aussi instable, quoique pour des raisons différentes. Il réunit de nombreuses polities, au moins dix ou vingt et jusqu'à des centaines. Appelons-le polypolaire. Il est caractérisé par la difficulté extrême de définir des règles du jeu et l'impossibilité de les faire respecter, en raison de coûts de coalition prohibitifs. Une politie agressée par une autre ne peut compter sur l'aide d'aucune, car toutes sont dans l'ignorance de ce que décideront les autres, à la manière dont une agression dans un transport en commun rencontre la passivité des voyageurs, pour les mêmes raisons d'ignorance des mouvements d'autrui. Chacun calcule que, s'il est le seul à se dresser contre l'agresseur, il risque de succomber. Chaque politie ne pouvant compter que sur elle-même, chacune a pour stratégie dominante d'attaquer, dès qu'elle se sent en position de force, de peur d'être attaquée et vaincue par une plus forte. Comme chacune fait le même calcul, la guerre est un état permanent et durable. À chaque tour, il y a des vainqueurs et des vaincus, si bien que, avec le temps et en quelques siècles, la transpolitie est conduite à une configuration dipolaire, ou assimilée, et qu'elle se termine par une unification ultime. Les jeux polypolaires sont rares, mais les histoires européenne et japonaise en proposent deux cas pédagogiques avec leurs phases féodales respectives. La conquête de Madagascar par les Hovas, entre le 16^e et le 18^e siècle, en propose une illustration plus exotique.

Le troisième jeu obéit à une logique diamétralement opposée. Il réunit 'quelques' polities, ce qui légitime qu'il soit appelé oligopolaire – du grec *oligoi*: quelques-uns. Le jeu se rencontre dans deux contextes complètement différents. L'ensemble tribal fonctionne comme une transpolitie oligopolaire, car son principe d'organisation prévient toute unification politique, puisqu'il est précisément conçu pour opposer à toute coalition une coalition de dimensions équivalentes. Pour réaliser un jeu oligopolaire, des polities unitaires doivent être de cinq à sept en nombre, dont le rapport des puissances doit être ainsi défini qu'aucune ne puisse l'emporter sur la coalition des autres. Le faible nombre abaisse brutalement les coûts de coalition, si bien que des règles du jeu peuvent être définies et imposées aux tricheurs. Comme aucune politie n'a de chance raisonnable de l'emporter sur les autres, la stratégie dominante de chacune est défensive. Il s'agit de conserver et consolider les acquis par une politique d'équilibre à instaurer, à conserver ou à restaurer. Une transpolitie oligopolaire, tant dans sa version segmentaire que dans son expression unitaire, est intrinsèquement stable à très long terme et ne peut subir l'unification politique que par le fait d'une conquête originaire de l'extérieur de la transpolitie. Le cas le plus remarquable de système oligopolaire, en dehors du monde tribal, et un cas à peu près unique, est celui du concert des nations européennes, entre le 14^e-15^e siècle et 1914.

Le dernier jeu est à nouveau intrinsèquement instable. Dominé par une puissance hégémonique, il est monopolaire. L'issue normale et constante a été l'unification de la transpolitie dominée en politie sous la poigne de l'hégémon. Le jeu ne mériterait pas d'être

distingué et figurerait mieux comme stade final des jeux dipolaires et polypolaires, si l'actualité la plus immédiate ne le justifiait pas. Les États-Unis, sortis vainqueurs de la Guerre froide, sont, en effet, en position hégémonique en termes de puissance actuelle et potentielle. Or, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une hégémonie ne peut pas être transformée en empire. Les États-Unis ne le peuvent pas et ne le veulent pas, tandis que le reste du monde dispose de capacités inépuisables de blocage et de nuisance. Le jeu étant instable et l'empire impossible, il est certain que la configuration transpolitique actuelle de la planète ne saurait être que transitoire et débouchera forcément sur une autre. On peut plaider que, au vu des rapports de puissance actuels et surtout potentiels, la plus grande probabilité favorise une issue oligopolaire.

Homogénéité et hétérogénéité

Ce critère a été évoqué par Raymond Aron dans *Paix et guerre entre les nations*.¹ Il est indispensable à la sociologie de la guerre, mais il est aussi d'un maniement très délicat. En effet, il doit servir à répondre à la question : “les ennemis virtuellement, potentiellement ou actuellement en guerre sont-ils mêmes ou autres?”. Le critère pour en décider ne peut pas être simple, univoque et direct, car, si les ennemis étaient rigoureusement identiques, on voit mal pourquoi ils entreraient en guerre, et, s'ils étaient autres absolument, comment ils se feraient la guerre. Le même et l'autre appliqués à des politiques sur une même transpolitie sont des extrêmes irréalistes : les politiques réelles ne peuvent être que plus ou moins mêmes ou autres entre elles. Cette conclusion ne serait pas un obstacle grave au maniement du critère, si une seconde ne venait pas compliquer encore infiniment les choses. En effet, la politique est un objet complexe du règne humain, peut-être le plus complexe, par la raison décisive que c'est l'ensemble à l'intérieur duquel s'effectue l'humanisation des êtres humains, que leur nature appelle au jour à l'état virtuel. On peut avancer que tout ce qui entre dans la définition de l'humain affecte aussi peu que ce soit la politique. Celle-ci est non seulement complexe, un état susceptible d'être décomposé et analysé en états plus élémentaires, elle est aussi compliquée, car tout se tient dans des liens de réciprocité, comme il apparaîtra mieux dans un point ultérieur.

Il faut, pourtant, trouver une issue, car la guerre ne peut pas trouver les mêmes expressions si elle oppose l'Allemagne et la France, qui ont beaucoup de points en commun, ou les États-Unis et le Nord-Vietnam, qui en ont peu. L'issue paraît devoir être de prendre en compte une pluralité de points de comparaison, chacun définissant une gamme de variations, assez prononcées pour conduire du quasi-même au quasi-autre. Sans chercher à les classer par ordre d'importance, on peut en relever cinq ou six, qui se signalent par leur pertinence plausible, pour étudier des faits guerriers. La comparaison des chiffres présente l'abord le plus facile. Toutes les données démographiques – chiffre de la population, pyramide des âges, densité, rajeunissement ou vieillissement, état physique moyen... – importent, comme le font les données économiques : les chiffres de la production, l'état des communications, la capacité à s'endetter pour financer un effort de

¹ Cf. Jean Baechler, “Un système international hétérogène ?”, in *Contrepoint*, n°7-8, 1972, pp.27-42.

guerre... Un autre point de comparaison assez facile à saisir est le régime politique, mais il est plus difficile de préciser les conséquences des différents régimes sur la conduite de la guerre. Une démocratie atteindra difficilement l'intensité dans la sauvagerie guerrière que peut gagner une idéocratie : une comparaison entre le front russe et le front occidental pendant la dernière guerre est éloquente. Il est couramment admis qu'une démocratie est désavantagée par rapport à une autocratie, du fait de ses procédures de décision et de sa propension au compromis, mais c'est oublier que, jusqu'à l'époque contemporaine, la démocratie ne se rencontrait que dans des cités villageoises et urbaines, des polities rendues vulnérables par leur ténuité face aux royaumes et aux empires.

Deux autres points de comparaison échappent à la quantification et à la typologisation et ne peuvent être appréciés qu'avec délicatesse. La culture, dans ce contexte, peut être définie comme la manière dont une population réunie en politique conçoit et effectue son humanisation dans toutes les dimensions de l'humain, psychique, spirituelle, éthique, morale, religieuse, matérielle... On se convainc facilement que l'Allemand et le Français différaient culturellement en 1870, mais on serait bien en peine de préciser en quoi et à quel degré. D'ailleurs, l'Allemand n'est pas le même, s'il est Prussien ou Bavarois, ni le Français, s'il est Breton ou Provençal. Malgré tout, il y a moins de différences entre les Allemands et les Français qu'entre ceux-ci et les Chinois, les Indiens ou les Africains de la même époque. La situation se décante quelque peu, si l'on distribue 'la' culture en niveaux de réalité culturels étagés entre le plus petit cercle culturel possible – le couple, le ménage et même l'individu – et le plus large, qui serait la civilisation. De ce point de vue, les ennemis deviennent plus ou moins mêmes ou autres en fonction du cercle culturel, dans lequel les polities en guerre sont inscrites. On peut convenir d'appeler 'mœurs' les inscriptions culturelles dans les comportements et les manières d'être des acteurs individuels. Les mœurs sont acquises dans les cercles culturels de proximité et de contact – la famille, l'escalier, la cour, la rue, le quartier, l'école, la caserne, l'entreprise, la paroisse... – et c'est à travers elles que les impressions culturelles les plus lointaines de la civilisation s'effectuent. Ces considérations paraissent bien éloignées de la guerre, mais c'est un fait avéré que les mœurs peuvent être agressives ou pacifiques, velléitaires ou obstinées, résilientes ou promptes au découragement, ce qui n'est pas sans conséquences sur les destinées militaires des polities. Comment éviter de prendre en compte les mœurs et le caractère, si l'on cherche à comprendre sinon expliquer l'étonnante constance guerrière des Romains sur près d'un millénaire ?

Un dernier point de comparaison, pour apprécier l'homogénéité et l'hétérogénéité des transpolities, est le coefficient de mobilisation de la puissance. Toute politique dispose d'une puissance virtuelle objective, définie par la mobilisation intégrale de toutes les ressources, matérielles, physiques, mentales, morales et spirituelles, susceptibles de servir l'effort de guerre. Cette puissance virtuelle ne peut pas être quantifiée, mais elle est une réalité objective, qui émerge au jour à mesure que les acteurs y puisent davantage pour soutenir la guerre en cours. Le coefficient est le rapport entre la puissance mobilisée et la puissance virtuelle mobilisable. Il n'est pas davantage quantifiable, mais tout aussi réel, car

il est révélé par ses variations dans le temps et en fonction des péripéties guerrières. Il en va pour une politique comme pour l'individu, que les circonstances peuvent contraindre à puiser dans ses réserves : il n'en connaît pas les limites à l'avance, mais avec le recul de l'action accomplie. Deux politiques peuvent avoir, grossièrement, le même coefficient de mobilisation et être homogènes de ce point de vue et verser dans l'hétérogénéité du jour au lendemain, si l'une est saisie d'une exaltation révolutionnaire et idéologique, ou si une autre introduit un concept stratégique inédit et bénéficie, pour un temps, d'une efficacité plus grande.

Le critère avancé est synthétique et même syncrétique, sans aucune chance de donner lieu à des jugements catégoriques. Il est, pourtant, d'une importance décisive. Il l'est, d'abord et avant tout, pour les responsables politiques et militaires, qui ont à apprécier au plus juste, si l'ennemi à qui ils font ou feront la guerre, est plus ou moins même ou autre. Une erreur du jugement peut s'avérer fatale. Le critère est aussi d'un usage constant pour le sociologue et l'historien, car il est imposé par la considération de la guerre comme objet social et historique.

La violence guerrière

Un conflit violent entre politiques sur une transpolitie a éclaté et se développe jusqu'à sa conclusion, un état restauré de non-guerre ou de paix. En quoi la guerre en ce sens intéresse-t-elle le sociologue – dont il serait bon qu'il fût aussi quelque peu philosophe et historien – et que peut-il en dire de son point de vue, comparatiste de fondation épistémologique. Il est intéressé, par la raison définitive que rien d'humain ne lui demeure étranger, en ajoutant la précision que son intérêt est cognitif et scientifique, ce qui revient à dire que son ambition est d'inventer le vrai et non pas de devenir conseiller du prince – en l'occurrence dans son incarnation de chef de guerre – et encore moins de prendre la place des acteurs engagés dans la guerre. Pour mettre en évidence ce qu'il peut en dire qui soit intéressant, il convient, semble-t-il, de s'attacher à deux questionnements distincts. L'un porte sur les objets à considérer : si l'on a choisi d'étudier scientifiquement la guerre, quels objets enfouis dans la matière historique, y compris celle en cours de formation, convient-il de dégager et de porter à un degré de distinction, qui permette de leur appliquer un questionnement sociologique? Appelons 'phénoménologie' ce questionnement, en prenant le mot au sens de l'ensemble des phénomènes' composant la guerre. Le second questionnement ne va pas de soi, car il est dans la dépendance de ce que l'on entend par 'sociologie'. Pour nous, la sociologie est l'un des trois points de vue, à côté de la philosophie et de l'histoire, conjointement indispensables à toute entreprise d'exploration scientifique des choses humaines, et non pas une science de l'humain chargée des enquêtes sur le social – quoi qu'il faille entendre par ce mot obscur –, comme d'autres s'occupent de l'économie, de la politique, de la démographie, de la religion, du sport... Les deux conceptions sont légitimes, mais si radicalement différentes, qu'il importe au plus haut point de ne pas les confondre en pratiquant la sociologie, et que l'on se prend à souhaiter le recours à deux mots tout aussi distincts. La sociologie comme discipline de la science du règne humain ou 'anthropologie' et non comme une des sciences en lesquelles

l'anthropologie se distribue, conduit ses enquêtes selon deux perspectives opposées et complémentaires. Selon l'une, les objets à l'étude sont postulés fonction d'autres objets et le questionnement porte sur les facteurs qui les affectent. En l'occurrence, il s'agit de donner des contenus vérifiables à la formule générale: $A/B/C/.../N$ [les objets de la guerre dégagés par le premier questionnement] = $f(x, y, ..., n)$ [les facteurs non guerriers de la guerre]. La seconde perspective inverse les relations, en cherchant à mettre en évidence les conséquences de la guerre et de ses objets sur des objets non guerriers, en les considérant à leur tour comme des facteurs affectant des objets différents. C'est ainsi qu'une problématique portant sur la technique – ou l'économie, la religion, l'éducation... – et la guerre doit être complétée par une problématique inverse traitant de la guerre et de la technique – ou de l'économie, de la religion, de l'éducation...

La phénoménologie de la guerre

La nature des choses humaines impose au sociologue le respect d'une nouvelle dichotomie, entre la matière et la forme de la guerre. La première branche envisage la guerre en tant que matière informée par des facteurs non guerriers, tandis que la seconde s'applique à la matière informée. Celle-ci est la plus simple à circonscrire, car la matière est, pour l'essentiel, composée par les moyens de la guerre. Ils nous retiendront peu, car l'évidence du propos a concentré la recherche sur ces questions et permis de mettre au point des problématiques bien rodées. Les *moyens de la guerre* sont, d'une part, les ressources mises en œuvre pour se procurer de quoi l'affronter avec des chances de succès, qu'elles soient économiques, techniques, cognitives, organisationnelles, institutionnelles, démographiques, psychiques..., et, d'autre part, la mise en œuvre militaire des ressources. Celle-ci peut être étudiée sous plusieurs rubriques, imposées par la nature des choses militaires. On court un risque faible de manquer quelque chose d'essentiel, en retenant six rubriques : les armes, les armées, les soldats, les opérations, les engagements, le vécu. Chaque rubrique est un nœud de questions, méritant de mobiliser des générations successives de compétents réunis en communautés de pairs. Comme ces questions intéressent au premier chef les décideurs politiques, militaires et économiques, le risque est assuré que la recherche soit encouragée, de tous côtés et par tous les moyens, à se contenter de trouver les réponses à ces questions. Si elle s'y laisse prendre, elle est ravalée au rôle de bureau d'études au service de ces décideurs. Elle trahirait sa mission, qui est d'étudier la guerre dans toutes ses dimensions et à tous les points de vue, avec le souci exclusif de la vérité. Elle desservirait aussi les décideurs, car des bureaux d'études, dont le soin dominant est l'utilité, sont condamnés à la routine et à la stérilité à terme, si un lien n'est pas maintenu avec la recherche de la vérité. Cette répartition des tâches entre recherche fondamentale et recherche appliquée, est essentielle à la bonne marche des affaires militaires et autres.

La forme de la guerre est d'un traitement plus délicat. Une expression plus congruente serait celle de *régime de la guerre*, c'est-à-dire la réponse que l'on obtient à la question : "quel est l'enjeu de la guerre?", au sens de : "de quelle fin la guerre est-elle le moyen?". Les données empiriques révèlent que les enjeux peuvent être très différents. La

polémologie comme science de la guerre a pour tâche de rendre compte de cette pluralité d'enjeux et la sociologie de la guerre de repérer les facteurs qui décident que tel enjeu soit privilégié dans tel contexte. Pour construire un tableau périodique plausible des régimes possibles de la guerre, on peut partir de sa définition conceptuelle comme conflit violent entre polities, en ne retenant que le premier terme : le conflit, et en repérant les enjeux possibles du conflit en général. Les enjeux ne sont pas les raisons ni les occasions ni les prétextes. Deux individus peuvent en venir à se battre en raison d'une agressivité portée à un point d'incandescence, qui lui fait rechercher n'importe quel prétexte pour s'exprimer : l'enjeu pourrait être une préséance, un verre d'alcool, une femme... On peut aussi entrer en conflit par divergence d'opinions, en matière religieuse, idéologique ou autre. L'enjeu paraît devoir être le ralliement à l'une ou l'autre opinion, mais une analyse plus serrée révèle une situation plus complexe. Deux opinions divergentes n'ont pas à entrer en conflit, au sens où elles doivent engager leurs tenants respectifs à se battre par d'autres moyens que l'argumentation cognitive. S'ils recourent à des moyens étrangers à la rationalité du système d'action – s'il s'agit de décider si deux plus deux font quatre ou cinq, en venir aux poings est saugrenu, car c'est au raisonnement mathématique qu'il revient de décider –, c'est qu'ils éprouvent le besoin d'avoir raison et d'en imposer la conviction : l'enjeu est ailleurs. En procédant ainsi par distinctions et éliminations successives d'enjeux qui n'en sont pas, on est conduit à des enjeux irréductibles, qui portent sur le pouvoir, le prestige et la richesse. Les humains n'en ont pas l'exclusivité, car des conflits à propos de ces trois biens rares fleurissent aussi bien dans tout le règne animal, voire dans tout le règne vivant. Le pouvoir se définit comme la capacité à imposer sa volonté à autrui, en faisant jouer l'un ou l'autre des trois ressorts de l'obéissance : la peur, la vénération ou le calcul. Le prestige repose sur l'admiration que des admirateurs portent à des valeurs admirées et à des acteurs qui les accomplissent de manière admirable. La richesse est faite des ressources correspondant à des besoins. De là, on peut poser en hypothèse que la guerre a pour enjeu triple le pouvoir, le prestige et la richesse, en tant qu'ils deviennent objets de contestation entre polities. Une première typologie des régimes de la guerre est trop grossière, qui distinguerait un régime ayant le pouvoir pour enjeu, un autre le prestige et un dernier la richesse. Une deuxième est trop subtile, qui définirait un espace à trois dimensions et admettrait autant de types que de points dans cet espace. Elle est trop subtile non par manque mais par excès de réalisme, car il est hautement probable que, effectivement, tout régime de la guerre mêle en proportions indéfiniment variables les trois enjeux.

Une typologie ni grossière ni subtile pourrait se fonder sur des *styles de guerre* et définir un style par l'accentuation unilatérale de l'un ou l'autre des enjeux. Une recension empirique provisoire pourrait justifier la définition de quelques styles bien typés. Le style *sportif* pratique la guerre comme un jeu dangereux et excitant pour les jeunes mâles, dont chacun cherche à mettre en évidence sa valeur au regard de ses pairs, des femmes, des siens et des ennemis : l'enjeu dominant est le prestige. Ce style est marqué par la périodicité et la ritualisation, car les mêmes engagements se succèdent d'âge en âge. Un style *prédateur* procède par des expéditions et des raids, sur terre et sur mer, à proximité ou au loin, pour s'emparer de trésors accumulés, de stocks conservés, de trophées convoités et de

femmes destinées au travail domestique, au croît démographique et/ou au délassement des guerriers. La richesse est l'enjeu principal. Tout indique que ce type de guerre est le premier en date dans l'histoire humaine. Un style *sauvage* ne saurait être que local et épisodique. Recourant sans retenue à la violence, il vise l'élimination physique de l'ennemi, ou sociale en le réduisant en esclavage. Il n'est pas soutenable indéfiniment, car visant le pouvoir dans son expression extrême de la puissance, il conduit logiquement à l'abolition des réservoirs de victimes. Les raids meurtriers des nomades contre les sédentaires en sont une illustration, dont les cas historiques les plus marquants furent les déferlements mongols au 13^e et au 14^e siècle sur toute l'Eurasie. Un style *policier* a également le pouvoir pour enjeu, mais dans une version moins destructrice, car il a pour objectif de réduire l'ennemi à la soumission, qui peut aller de la simple cessation des activités d'hostilité jusqu'au paiement de tributs. Le style *idéologique* prend pour cible un mode alternatif d'humanisation, dont les porteurs sont voués à s'en dépouiller par la force ou à être éliminés physiquement. Les représentations mobilisées par ce style sont religieuses ou proprement idéologiques, à moins que la répugnance pour l'altérité culturelle s'exprime crûment par un déni d'humanité à l'autre: ravalé au statut d'animal, il peut être chassé et tué en bonne conscience. Un dernier style peut être qualifié de *politique*, en ce qu'il a pour enjeu la paix, la fin du politique. Elle peut être atteinte par deux voies tout à fait différentes. La plus sûre et la plus définitive est la conquête et l'incorporation des ennemis dans une politique commune. Elle suit la logique de l'accrétion politique et de l'impérialisation. La paix n'est pas garantie absolument, car la guerre peut resurgir sous forme de guerre civile ou d'indépendance, outre que, tant que la planète n'est pas transformée en politique unique, la guerre peut toujours éclater à la périphérie et faire irruption de l'au-delà de l'horizon impérial. L'autre voie de la paix met la guerre au service de l'instauration, du maintien et de la restauration de l'équilibre entre politiques. C'est ce style que Clausewitz a analysé avec un génie indépassable, en mettant davantage l'accent, en bon Européen, sur la voie de l'équilibre que sur celle de la conquête impériale.

Un traitement, sinon exhaustif, du moins systématique de la *sociologie des objets* de la guerre exigerait la considération, à propos de chaque objet, que ce soit un régime ou un moyen, des facteurs qui les affectent et, inversement, leurs impacts sur des objets dans des domaines distincts. L'entreprise ne saurait être que des plus délicate, pour des raisons de principe imposées par la nature des choses humaines. Dans la première direction, en effet, il est assuré que les facteurs sont toujours pluriels, ce qui soulève le problème de leur repérage, de leur pesée et de l'appréciation exacte de leur impact. Dans la seconde, la guerre ne saurait être qu'un facteur parmi d'autres, ce qui pose, derechef, la question de réussir à isoler, peser et apprécier son rôle exact dans le cours des affaires humaines. La seule issue, semble-t-il, hors de ce qui doit apparaître à la première tentative comme un fouillis inextricable, est de prendre appui sur une hypothèse développée en théorie, qui procure, par déduction de propositions, un répertoire de questions pertinentes. Comme la guerre a toutes chances de se révéler comme un facteur d'importance majeure dans le déroulement des histoires humaines, la théorie doit être d'application générale pour l'étude du règne humain et non pas cantonnée dans les faits guerriers.

J'ai naguère développé tout au long une théorie ainsi conçue.² Je ne la propose pas ici en exemple, mais comme un exemplaire de ce qu'il serait indispensable de réussir, pour fonder sur des bases stables la sociologie en général et celle de la guerre en particulier. La théorie repose sur le concept d'*ordre*, entendu comme un domaine des activités humaines, faites d'actions, de cognitions et de factions, circonscrit par une fin de l'homme et par ses régimes. Une fin est la solution d'un problème de survie ou de destination adressé à l'espèce humaine par sa nature ou sa condition. Un régime est un ensemble ordonné de dispositifs, de procédures, de ressources et, plus généralement, de moyens appropriés à une fin. Je me contenterai d'une simple énumération, pour en donner l'idée et non pour persuader de sa pertinence. La théorie isole douze fins et autant d'ordres : la vie et le démographique ; la santé et l'hygiénique ; la prospérité et l'économique ; la détente et le ludique ; la paix par la justice et le politique ; la béatitude et le religieux ; le bonheur et l'éthique ; la compétence et le pédagogique ; l'efficacité et le technique ; la coopération et le sodalique ; l'entente et l'agorique ; la solidarité et le morphologique ; la perfection et le staséologique. Il apparaît que les fins ne sont pas toutes sur le même plan, la plupart étant ancillaires, d'autres centrales et certaines dernières, et que les ordres forment système et se plient à une architectonique. On est ainsi conduit à une proposition fondamentale. Elle pose en théorème que les ordres sont interdépendants et s'influencent les uns les autres, mais que leurs valences – leur capacité à influencer – et leurs sensibilités – leur réceptivité aux influences – respectives sont très variables.

Ce résumé, espérons-le, n'est pas à ce point énigmatique qu'il compromette la plausibilité de l'hypothèse heuristique qu'il s'agissait de faire naître, à savoir : tous les ordres ont un rapport, aussi ténu soit-il, avec la guerre, qu'ils l'influencent ou qu'ils soient influencés par elle. En ce sens, la guerre est un phénomène total, selon l'expression de Marcel Mauss, en ce que, en partant d'elle, on est assuré de tout retrouver et, réciproquement, en partant de n'importe quel autre phénomène humain, on est sûr de la croiser sur son chemin et de retirer de la rencontre des indications précieuses. L'hypothèse ouvre sur une gamme extrêmement ouverte de thèmes d'enquête sociologique. Chaque sociologue est libre de choisir le sien, en fonction de ses intérêts, de ses possibilités, de ses objectifs. On pressent des corrélations majeures. Parmi les facteurs pesant sur la guerre, il est à présumer que le technique, le politique et le démographique jouent des rôles déterminants, par l'intermédiaire de la mise au point d'armes à partir d'outils, d'appareils, d'appareillages développés par l'économique, pour le technique ; par celui de la structure des transpolitiques et des politiques et celui des régimes politiques, pour le politique ; par celui de la pyramide des âges, de l'espérance de vie, de la pression démographique, pour le démographique. Ces corrélations massives ne doivent pas en faire négliger de plus ténues. Il se pourrait que la cuisine – qui relève, avec l'alimentation, de l'ordre de l'hygiénique appliqué à la santé comme fin – ait quelque rapport avec la guerre, par la médiation de l'état physique moyen ou de la taille moyenne des mobilisables ou des mobilisés. En sens inverse, on soupçonne des influences décisives de la guerre : sur le religieux, par

² Cf. Jean Baechler, *Nature et Histoire*, Paris, PUF, 2000 ; réédition en cours chez Hermann.

l'entremise des religions ethniques et civiques ; sur le politique par celle de l'accrétion politique, du développement d'organes distincts et spécialisés, de l'autocratisation des régimes politiques, de la fiscalité ; sur l'économique, par celle de l'incitation à l'innovation et, inversement, celle du gaspillage et de la stérilisation de ressources rares ; sur le démographique, par celle des rapports entre les deux sexes, de la distribution des chances reproductives et de la dissémination des gènes.

Pour éviter une dispersion trop grande des enquêtes et leur spécialisation croissante, il est possible aussi de prendre de ces interactions une vue plus englobante et intégrative. Au moins trois perspectives s'offrent à l'attention. On peut poser en hypothèse, que l'histoire de l'humanité en tant que telle est distribuée en trois étapes ou stades, définis comme des manières de réaliser les virtualités humaines, simultanément assez générales pour s'étendre tendanciellement à toutes les populations humaines accédant à l'existence pendant une succession de générations, et assez particulières pour se distinguer entre elles de façon tranchée. Le monde primitif des bandes et des tribus, par exemple, imprimait des traits communs à toutes les humanités au moins jusqu'à la fin de la dernière glaciation, des traits qui se sont altérés de plus en plus, à mesure que la néolithisation faisait émerger le stade suivant, à savoir le monde traditionnel. Des programmes synthétiques peuvent soutenir des recherches sur la guerre primitive, en partant d'un corps d'hypothèses permettant de la saisir comme primitive. De même pour la guerre traditionnelle et la guerre moderne. Pour celle-ci, il serait possible de partir d'une définition plausible de la modernité, comme un stade distingué par cinq traits fondateurs : la science, l'individuation, la démocratie, la différenciation des ordres et le développement économique. On entrevoit l'intérêt qu'il y aurait à étudier les contributions de la guerre à l'émergence et à la consolidation des cinq caractères et, réciproquement, leurs incidences sur la guerre moderne.

Une direction différente pourrait s'attacher à l'examen des rapports entre la guerre et la civilisation dans le monde traditionnel. Pour nous, une civilisation est un mode d'humanisation, le moins particulier possible sans verser dans l'humain universel. L'examen pourrait porter sur les types humains privilégiés et soulignés par la guerre et sur les conséquences de la prégnance de ces types sur les différents aspects de la civilisation. Le comparatiste est frappé, par exemple, par le contraste marqué entre le monde romain et le monde chinois, le premier issu d'une longue tradition guerrière et mis hors d'état, par sa position au contact de trois plaques culturelles, asiatique, européenne et africaine, d'imposer une *Pax romana* achevée, alors que la *Pax sinica* fut réelle et permit d'explorer plus avant les possibilités ouvertes par un monde tendanciellement pacifié. Rien n'interdit d'étendre la comparaison à l'Inde, qui a traité la guerre d'une façon elle aussi originale, loin des modèles romain et chinois.

Une troisième perspective, mais non la dernière, paraît encore plus ambitieuse, qui s'attacherait aux rapports de la guerre et de la configuration générale de l'histoire universelle jusqu'ici. Deux lignes évolutives générales et deux seulement se laissent repérer, l'une technique et l'autre politique. La ligne technique décrit des progrès

irréversibles dans l'efficacité instrumentale des activités humaines. La ligne politique retrace le procès d'accrétion politique, qui conduit de la dispersion extrême de bandes minuscules à la surface de la Terre au regroupement actuel, laissant présager que la conclusion logique de l'évolution pourrait être aussi son aboutissement réel, à savoir une politique planétaire. Karl Marx a exploré la ligne technique sous l'expression confuse de "mode de production". Elle a l'inconvénient dirimant d'échouer à expliquer les mutations principales, par exemple la naissance du capitalisme ou de la science. Au contraire, la ligne politique est sans mystère, puisque sa dynamique peut être rapportée à la guerre comme à son facteur dominant et que la guerre peut être factorisée à son tour, selon les indications suggérées ici ou selon d'autres.

Conclusion

Il n'est pas douteux que la guerre soit un objet total, au sens où, en s'y consacrant, on est assuré de toucher à tout l'humain, aussi peu que ce soit. À dire vrai, je ne connais qu'un seul objet dont la totalité soit aussi totale que celle de la guerre : le suicide ! L'un et l'autre exigent, si l'on prétend fonder en raison scientifique la suicidologie et la polémologie, de mobiliser la philosophie, la sociologie, l'histoire, d'un côté, et, de l'autre, toutes les sciences humaines spécialisées, la psychologie,³ l'éthologie, la politologie, la technologie... Ce n'est pas un hasard, si le plus grand des pères fondateurs de la sociologie, Émile Durkheim, a cru bon d'appliquer son génie à l'étude du suicide. On s'étonnera, par contre, que la guerre soit à ce point absente, ou presque, tant des trois disciplines que des diverses sciences, malgré sa centralité évidente dans les affaires humaines et en dépit du fait que lui ait été consacré le seul livre que l'on puisse peut-être tenir pour définitif, *Vom Kriege* de Carl von Clausewitz. La seule explication plausible de cette discrétion est idéologique : le pacifisme imprègne les cercles de chercheurs et d'intellectuels, comme s'il fallait aimer la guerre pour l'étudier, ou le suicide ou le cancer !

³ Voir mon "Esquisse d'une psychologie de la guerre", in *L'Argilette*, n°2, 2010, pp.37-72.